

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/10245]

28 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l'octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d'entreprises pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE)

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, les articles 9 et 10 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l'octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d'entreprises pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE) ;

Vu le rapport du 27 octobre 2016 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 septembre 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 septembre 2018 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 16 janvier 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l'octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d'entreprises pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE), les 2°/3 et 12°/1, insérés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juin 2017, sont abrogés.

Art. 2. Dans le même arrêté, le Chapitre II/1 intitulé « Des subventions pour les PME » comportant les articles 19/1 à 25 est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE II/1. — *Des subventions pour les PME*

Section 1. — Des conditions d'octroi

Art. 19. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles et conformément au présent chapitre, le Ministre peut accorder des subventions aux PME pour des travaux de rénovation.

Les PME éligibles relèvent des secteurs suivants :

1° le commerce de gros et de détail et réparation véhicules automobiles et de motocycles (codes NACE-BEL 2008 :45) ;

2° le commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles (codes NACE-BEL 2008 : 46) ;

3° le commerce de détail, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles (codes NACE-BEL 2008 : 47) ;

4° la restauration (codes NACE-BEL 2008 : 56).

Les travaux de rénovation éligibles sont les suivants :

1° l'isolation des parois ;

2° la ventilation ;

3° l'éclairage LED ;

4° l'isolation des chambres froides.

§ 2. Le cumul des subventions prévues au présent chapitre avec d'autres subsides ou primes de la Région, des communautés, des provinces ou des communes pour le même investissement est interdit.

Section 2. — Du taux des subventions

Art. 20. Les taux de subvention sont les suivants :

1° pour une moyenne entreprise : 40 % des coûts éligibles ;

2° pour une petite entreprise : 50 % des coûts éligibles.

Section 3. — Des coûts éligibles

Art. 21. La subvention est calculée sur la base des coûts éligibles, hors T.V.A.

Art. 22. Les coûts éligibles sont les suivants :

1° pour l'isolation et la ventilation : les surcoûts nécessaires pour dépasser les seuils définis dans la réglementation sur la performance énergétique des bâtiments en vigueur au moment de la demande de subvention ;

2° pour l'éclairage LED : les surcoûts par rapport à un investissement similaire favorisant moins l'efficacité énergétique qui aurait été plausible en l'absence de la subvention ;

3° pour l'isolation des chambres froides : les surcoûts nécessaires pour dépasser le coefficient de transmission thermique de 0,26 W/m²K en stockage réfrigéré et 0,16 W/m²K en stockage surgelé.

Section 4. — De la demande de subvention

Art. 23. Les demandes de subvention sont préalables à la date de la première facture relative aux travaux de rénovation pour lesquels la subvention est sollicitée.

Art. 24. Le dossier de demande de subvention est composé :

- 1° du formulaire de demande mis à disposition par l'Administration ;
- 2° de la copie du devis des travaux de rénovation ;
- 3° du calcul des coûts éligibles ;
- 4° des numéros de compte bancaire et d'entreprise du demandeur.

Art. 25. Dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception de la demande de subvention, l'Administration envoie au demandeur un accusé de réception qui précise si le dossier de demande est complet.

Si le dossier est déclaré incomplet, le demandeur dispose d'un délai de deux mois prenant cours à dater de la réception de l'accusé de réception pour fournir les éléments manquants.

Si, au terme du délai visé à l'alinéa 2, le demandeur a fait parvenir les renseignements demandés, l'Administration envoie au demandeur un second accusé de réception qui précise le caractère complet de son dossier.

Si au terme du délai visé à l'alinéa 2, le demandeur n'a pas donné les renseignements sollicités, la demande est irrecevable.

Dans le mois qui suit l'envoi de l'accusé de réception établissant le caractère complet de la demande, l'Administration notifie au demandeur le caractère recevable, ou non, de sa demande.

Art. 25/1. La décision d'octroi de la subvention peut être conditionnée à la modification de certains aspects techniques du dossier de demande.

Art. 25/2. Le Ministre ou son délégué peut préciser le contenu des documents visés au présent chapitre et déterminer leur forme et leurs modalités d'application. ».

Art. 3. Dans l'article 26, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juin 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « un audit énergétique simplifié » sont abrogés ;

2° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « des justificatifs des dépenses, d'un rapport final présentant les résultats de l'étude et, le cas échéant, d'un rapport conforme à l'annexe 11 pour obtenir la majoration pour un audit énergétique simplifié visée à l'annexe 7 in fine. » sont remplacés par les mots « des justificatifs des dépenses et d'un rapport final présentant les résultats de l'étude » ;

3° le paragraphe 2, est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« La demande de liquidation d'une subvention visée au chapitre II/1 est introduite auprès de l'Administration dans un délai d'un an à dater de la notification de la décision d'octroi de la subvention.

Cette demande de liquidation s'effectue sur la base d'une déclaration de créance émise par la PME en deux exemplaires originaux et certifiés, accompagnée des justificatifs des dépenses et d'un rapport final présentant les performances énergétiques de l'investissement. » ;

4° au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « d'entreprises en accord de branche, par l'entreprise en accord de branche ou par la PME en deux exemplaires » sont remplacés par les mots « en accord de branche ou par l'entreprise en accord de branche en deux exemplaires ».

Art. 4. L'annexe 7 du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juin 2017, est remplacée par ce qui suit :

« Annexe 7

Taux de subvention et coûts éligibles maximaux ou subventions annuelles maximales pour une entreprise en accord de branche ou une PME qui a signé une déclaration d'intention

		Audit énergétique global	Audit énergétique partiel	Étude de pré-faisabilité	Étude de faisabilité	Audit de suivi annuel
Entreprise en accord de branche	Entreprise qui n'est pas une PME	Taux: 50% Subvention annuelle maximale : 320.000 EUR	Taux: 50% Subvention annuelle maximale : 320.000 EUR	Taux: 50% Subvention annuelle maximale : 320.000 EUR	Taux: 50% Subvention annuelle maximale : 320.000 EUR	Taux: 50% Subvention annuelle maximale : 4.000 EUR
	Moyenne entreprise	Taux: 60% Subvention annuelle maximale : 320.000€	Taux: 60% Subvention annuelle maximale : 320.000€	Taux: 60% Subvention annuelle maximale : 320.000€	Taux: 60% Subvention annuelle maximale : 320.000€	Taux: 60% Subvention annuelle maximale : 4.000€
	Petite entreprise	Taux: 70% Subvention annuelle maximale : 320.000 EUR	Taux: 70% Subvention annuelle maximale : 320.000 EUR	Taux: 70% Subvention annuelle maximale : 320.000 EUR	Taux: 70% Subvention annuelle maximale : 320.000 EUR	Taux: 70% Subvention annuelle maximale : 4.000 EUR

		Audit énergétique global	Audit énergétique partiel	Étude de pré-faisabilité	Étude de faisabilité	Audit de suivi annuel
PME qui a signé une déclaration d'intention	Moyenne entreprise	Taux: 60% Subvention annuelle maximale : 320.000 EUR	Non éligible	Non éligible	Non éligible	Non éligible
	Petite entreprise	Taux: 70% Subvention annuelle maximale : 320.000 EUR	Non éligible	Non éligible	Non éligible	Non éligible

Art. 5. Dans le même arrêté, les annexes 10 et 11, insérées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juin 2017, sont abrogées.

Art. 6. Le Ministre de l'Énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 mars 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/10245]

28. MÄRZ 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE")

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, Artikel 9 und 10;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE");

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 27. Oktober 2016;

Aufgrund der am 12. September 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 20. September 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 16. Januar 2019 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In Erwägung, dass dieses Gutachten nicht innerhalb dieser Frist übermittelt wurde;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE") werden die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juni 2017 eingefügten Ziffern 2/3 und 12/1 aufgehoben.

Art. 2 - In demselben Erlass wird das Kapitel II/1 mit der Überschrift "Zuschüsse für die KMU", das die Artikel 19/1 bis 25 umfasst, durch Folgendes ersetzt:

"KAPITEL II/1 — Zuschüsse für die KMU

Abschnitt 1 — Gewährungsbedingungen

Art. 19 - § 1. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel und in Übereinstimmung mit vorliegendem Kapitel kann der Minister den KMU Zuschüsse für Renovierungsarbeiten gewähren.

Die förderfähigen Betriebe gehören zu den folgenden Sektoren:

1° Großhandel und Einzelhandel mit Kraftfahrzeugen und Krafträdern; Instandhaltung und Reparatur von Kraftfahrzeugen und Krafträdern (NACE-BEL-Kode 2008:45);

2° Großhandel (ohne Handel mit Kraftfahrzeugen und Krafträdern) (NACE-BEL-Kode 2008:46);

3° Einzelhandel (ohne Handel mit Kraftfahrzeugen und Krafträdern) (NACE-BEL-Kode 2008:47); 4° Gastronomie ((NACE-BEL-Kode 2008:56).

Die zuschussfähigen Renovierungsarbeiten sind die folgenden:

- 1° Isolierung von Wänden;
- 2° Belüftung;
- 3° LED-Beleuchtung;
- 4° Isolierung von Kühlräumen.

§ 2. Die Kumulierung der in vorliegendem Kapitel genannten Zuschüsse mit anderen Subsidien oder Prämien der Region, der Gemeinschaften, der Provinzen oder der Gemeinden für dieselbe Investition ist untersagt.

Abschnitt 2 — Bezuschussungssatz

Art. 20 - Der Bezuschussungssatz ist:

- 1° für ein Mittelunternehmen: 40% der zuschussfähigen Kosten;
- 2° für ein Kleinunternehmen: 50% der zuschussfähigen Kosten.

Abschnitt 3 — Zuschussfähige Kosten

Art. 21 - Der Zuschuss wird auf der Grundlage der zuschussfähigen Kosten, außer MwSt., berechnet.

Art. 22 - Die zuschussfähigen Kosten sind:

- 1° für die Isolierung und die Belüftung: die notwendigen Mehrkosten, um die in den Vorschriften über die Energieeffizienz von Gebäuden zum Zeitpunkt des Zuschussantrags bestimmten Schwellenwerte zu überschreiten;
- 2° für die LED-Beleuchtung: die Mehrkosten im Verhältnis zu einer ähnlichen Investition, die für die Energieeffizienz weniger förderlich ist, und die ohne den Zuschuss plausibel gewesen wäre;
- 3° für die Isolierung von Kühlräumen: die notwendigen Mehrkosten, um einen Wärmedurchgangskoeffizienten von 0,26 W/m²K (Kühlagerung) bzw. 0,16 W/m²K (Tiefkühlagerung) zu überschreiten.

Abschnitt 4 — Zuschussantrag

Art. 23 - Die Zuschussanträge müssen vor dem Datum der ersten Rechnung in Bezug auf die Renovierungsarbeiten, für welche der Zuschuss beantragt wird, gestellt werden.

Art. 24 - Die Akte zur Beantragung des Zuschusses enthält:

- 1° das von der Verwaltung zur Verfügung gestellte Antragsformular;
- 2° die Kopie des Kostenvoranschlags für die Renovierungsarbeiten;
- 3° die Berechnung der zuschussfähigen Kosten;
- 4° die Bankkontonummer und die Unternehmensnummer des Antragstellers.

Art. 25 - Innerhalb von zehn Werktagen nach dem Eingang des Zuschussantrags übermittelt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung, in der sie angibt, ob die Antragsakte vollständig ist.

Wird angegeben, dass die Akte unvollständig ist, so verfügt der Antragsteller über eine Frist von zwei Monaten ab dem Eingangsdatum der Empfangsbestätigung, um die fehlenden Angaben mitzuteilen.

Wenn der Antragsteller nach Ablauf der in Absatz 2 genannten Frist die beantragten Auskünfte mitgeteilt hat, so übermittelt die Verwaltung ihm eine zweite Empfangsbestätigung, in der angegeben wird, dass seine Akte vollständig ist.

Wenn der Antragsteller nach Ablauf der in Absatz 2 genannten Frist die beantragten Auskünfte nicht mitgeteilt hat, so ist der Antrag unzulässig.

Innerhalb eines Monats nach dem Versand der Empfangsbestätigung, durch die der Antrag als vollständig erklärt wird, teilt die Verwaltung dem Antragsteller mit, ob sein Antrag zulässig ist oder nicht.

Art. 25/1 - Die Zuschusszusage kann an Bedingungen in Zusammenhang mit der Abänderung bestimmter technischer Aspekte der Antragsakte gebunden werden.

Art. 25/2 - Der Minister oder sein Beauftragter kann den Inhalt der in vorliegendem Kapitel genannten Dokumente genauer bestimmen und deren Form und Anwendungsmodalitäten festlegen.“

Art. 3 - In Artikel 26 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juni 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Paragraf 2 Absatz 1 werden die Wörter "ein vereinfachtes Energieaudit" gestrichen;

2° in Paragraf 2 Absatz 2 werden die Wörter "die Belege für die Ausgaben, ein Schlussbericht über die Ergebnisse der Studie und gegebenenfalls ein Bericht nach Anhang 11 zwecks des Erhalts der Erhöhung für ein vereinfachtes Energieaudit nach Anhang 7 in fine" durch die Wörter "die Belege für die Ausgaben und ein Schlussbericht über die Ergebnisse der Studie" ersetzt;

3° Paragraf 2 wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Der Antrag auf Auszahlung eines in Kapitel II/1 genannten Zuschusses muss innerhalb von einem Jahr ab der Notifizierung des Beschlusses zur Gewährung des Zuschusses eingereicht werden.

Dieser Antrag auf Auszahlung erfolgt auf der Grundlage einer Forderungsanmeldung, die vom KMU in zwei zertifizierten Originalausfertigungen ausgestellt wird, der die Belege für die Ausgaben und ein Schlussbericht über die über die Energieeffizienz der Investition beigefügt werden.“;

4° in Paragraf 3 Absatz 2 werden die Wörter "die vom für die Unternehmen in einer Branchenvereinbarung repräsentativen Verband, vom Unternehmen in einer Branchenvereinbarung oder vom KMU in zwei zertifizierten Originalausfertigungen" durch die Wörter "dem repräsentativen Verband oder dem Unternehmen in einer Branchenvereinbarung in zwei zertifizierten Originalausfertigungen" ersetzt.

Art. 4 - Artikel 7 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juni 2017 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Anhang 7

Bezuschussungssatz und Höchstbetrag der zuschussfähigen Kosten oder der jährlichen Zuschüsse für ein Unternehmen in einer Branchenvereinbarung oder ein KMU, das eine Absichtserklärung unterschrieben hat

		Globales Energieaudit	Partielles Energieaudit	Durchführbarkeitsvorstudie	Durchführbarkeitsstudie	Jährliches Follow-up-Audit
Unternehmen in einer Branchenvereinbarung	Unternehmen, das kein KMU ist	Satz: 50% Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: 320.000 EURO.	Satz: 50% Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: 320.000 EURO.	Satz: 50% Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: 320.000 EURO.	Satz: 50% Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: 320.000 EURO.	Satz: 50% Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: 4.000 EURO.
	Mittleres Unternehmen	Satz: 60% Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: 320.000€	Satz: 60% Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: 320.000€	Satz: 60% Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: 320.000€	Satz: 60% Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: 320.000€	Satz: 60% Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: 4.000€
	Kleines Unternehmen	Satz: 70% Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: 320.000 EURO.	Satz: 70% Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: 320.000 EURO.	Satz: 70% Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: 320.000 EURO.	Satz: 70% Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: 320.000 EURO.	Satz: 70% Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: 4.000 EURO.
KMU, das eine Absichtserklärung unterschrieben hat	Mittleres Unternehmen	Satz: 60% Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: 320.000 EURO.	Nicht zuschussfähig	Nicht zuschussfähig	Nicht zuschussfähig	Nicht zuschussfähig
	Kleines Unternehmen	Satz: 70% Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: 320.000 EURO.	Nicht zuschussfähig	Nicht zuschussfähig	Nicht zuschussfähig	Nicht zuschussfähig

Art. 5 - In demselben Erlass werden die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juni 2017 eingefügten Artikel 10 und 11 aufgehoben.

Art. 6 - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 28. März 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen
J.-L. CRUCKE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/10245]

28 MAART 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve instellingen van ondernemingen ter verbetering van de energetische efficiëntie en ter bevordering van een rationeler gebruik van de energie in de privé-sector (AMURE)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 9 december 1993 betreffende de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën, artikelen 9 en 10;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve instellingen van ondernemingen ter verbetering van de energetische efficiëntie en ter bevordering van een rationeler gebruik van de energie in de privé-sector (AMURE);

Gelet op het rapport van 27 oktober 2016 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 11 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 september 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 september 2018;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 16 januari 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve instellingen van ondernemingen ter verbetering van de energetische efficiëntie en ter bevordering van een rationeler gebruik van de energie in de privé-sector (AMURE), worden punten 2°/3 en 12°/1, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juni 2017, opgeheven.

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt Hoofdstuk II/1 met als opschrift « Toelage voor de KMO's », bevattende de artikelen 19/1 tot 25, vervangen als volgt :

HOOFDSTUK II/1. — Toelagen voor kmo's

Afdeling 1. — Toekenningsvoorwaarden

Art. 19. § 1. De Minister kan, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten en overeenkomstig dit hoofdstuk, toelagen verlenen aan kmo's om renovatiewerken te laten uitvoeren.

De in aanmerking komende kmo's behoren tot de volgende sectoren :

1° groot- en detailhandel in en onderhoud en reparatie van motorvoertuigen en motorfietsen (NACE-BEL codes 2008: 45);

2° groothandel en handelsbemiddeling, met uitzondering van de handel in motorvoertuigen en motorfietsen (NACE-BEL codes 2008: 46);

3° detailhandel, met uitzondering van de handel in auto's en motorfietsen (NACE-BEL codes 2008: 47);

4° eet- en drinkgelegenheden (NACE-BEL codes 2008: 56).

De in aanmerking komende renovatiewerken zijn de volgende:

1° wandisolatie;

2° ventilatie;

3° LED-verlichting;

4° isolatie van koelruimten.

§ 2. De in dit hoofdstuk voorziene toelagen mogen niet gecumuleerd worden met andere toelagen of premies verleend door het Gewest, de gemeenschappen, de provincies of de gemeenten voor dezelfde investering.

Afdeling 2. — Subsidiëringspercentage

Art. 20. Het subsidiëringspercentage is het volgende:

1° voor een middelgrote onderneming: 40 % van de in aanmerking komende kosten;

2° voor een kleine onderneming: 50 % van de in aanmerking komende kosten.

Afdeling 3. — In aanmerking komende kosten

Art. 21. De toelage wordt berekend op basis van de in aanmerking komende kosten, excl. btw.

Art. 22. De in aanmerking komende kosten zijn de volgende:

1° voor de isolatie en ventilatie: de extra kosten die nodig zijn om de drempels te overschrijden die zijn vastgesteld in de reglementering inzake de energieprestatie van gebouwen die van kracht is op het moment van de subsidieaanvraag;

2° voor de LED-verlichting: de extra kosten in vergelijking met een soortgelijke investering die minder energie-efficiënt is en die zonder de subsidie aannemelijk zou zijn geweest;

3° voor de isolatie van de koelruimten: de extra kosten die nodig zijn om de warmtedoorgangscoëfficiënt van 0,26 W/m²K in gekoelde opslag en 0,16 W/m²K in diepvriesopslag te overschrijden.

Afdeling 4. — Aanvraag van de toelage

Art. 23. De toelage wordt aangevraagd vóór de datum van de eerste factuur in verband met de renovatiewerken waarvoor ze aangevraagd wordt.

Art. 24. Het dossier met betrekking tot de subsidieaanvraag bevat:

1° het aanvraagformulier, ter beschikking gesteld door de Administratie;

2° het afschrift van de kostenraming van de renovatiewerken;

3° de berekening van de in aanmerking komende kosten;

4° de bankrekenings- en ondernemingsnummers van de aanvrager.

Art. 25. Binnen tien werkdagen na ontvangst van de subsidieaanvraag richt de Administratie een bericht van ontvangst aan de aanvrager, waarin aangegeven wordt of het aanvraagdossier al dan niet volledig is.

Indien het dossier onvolledig verklaard wordt, beschikt de aanvrager over een termijn van twee maanden, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het bericht van ontvangst, om de ontbrekende gegevens te verstrekken.

Indien de aanvrager, na afloop van de termijn bedoeld in het tweede lid, de gevraagde gegevens heeft overgemaakt, wordt door de Administratie een tweede bericht van ontvangst aan de aanvrager gestuurd om hem mee te delen dat zijn dossier volledig is.

Als de aanvrager de gevraagde gegevens niet heeft verstrekt na afloop van de termijn bedoeld in het tweede lid, is de aanvraag onontvankelijk.

Binnen een maand na het verzenden van het bericht van ontvangst waaruit blijkt dat het aanvraagdossier volledig is, laat de Administratie de aanvrager weten of zijn aanvraag al dan niet onontvankelijk is.

Art. 25/1. De beslissing tot toekenning van de toelage kan gebonden worden aan de voorwaarde van wijziging van bepaalde technische aspecten van het aanvraagdossier.

Art. 25/2. De Minister of zijn afgevaardigde kan de inhoud van de in dit hoofdstuk bedoelde documenten nader bepalen en de vorm en toepassingsmodaliteiten ervan vastleggen."

Art. 3. In artikel 26 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juni 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "een vereenvoudigde energieaudit" opgeheven;

2° in paragraaf 2, lid 2, worden de woorden "de bewijsstukken van de uitgaven, een eindrapport met de resultaten van het onderzoek en, in voorkomend geval, een met bijlage 11 overeenstemmend rapport om de verhoging voor een vereenvoudigde energieaudit bedoeld in bijlage 7 in fine te krijgen" vervangen door de woorden "de bewijsstukken van de uitgaven en een eindrapport met de resultaten van het onderzoek";

3° paragraaf 2 wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

"De aanvraag tot uitbetaling van een toelage zoals bedoeld in hoofdstuk II/1 wordt bij de Administratie binnen één jaar ingediend, te rekenen van de datum van kennisgeving van de beslissing tot toekenning van de toelage.

De betaling wordt aangevraagd op basis van een verklaring van schuldvordering die door de KMO in twee originele en voor echt verklaarde exemplaren ingediend wordt, samen met de bewijsstukken van de uitgaven en een eindrapport met de energieprestatie van de investering.;"

4° in paragraaf 3, lid 2, worden de woorden "van ondernemingen die deel uitmaken van een brancheovereenkomst, door de onderneming die deel uitmaakt van een brancheovereenkomst of door de KMO in twee originele en voor echt verklaarde exemplaren" vervangen door "die deel uitmaakt van een vakovereenkomst, door de onderneming die deel uitmaakt van een vakovereenkomst in twee originele en voor echt verklaarde exemplaren".

Art. 4. Bijlage 7 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juni 2017, wordt vervangen als volgt:

"Bijlage 7

Subsidiëringspercentage en maximale in aanmerking komende kosten of maximale jaarlijkse toelagen voor een onderneming die deel uitmaakt van een vakovereenkomst of een KMO die een intentieverklaring ondertekend heeft

		Globale energieaudit	Gedeeltelijke energieaudit	haalbaarheidsonderzoek	haalbaarheidsonderzoek	Jaarlijkse opvolgingsaudit
Onderneming die deel uitmaakt van een vakovereenkomst	Onderneming die geen KMO is	Percentage: 50% Maximale jaarlijkse toelage: € 320.000	Percentage: 50% Maximale jaarlijkse toelage: 320.000 EUR	Percentage: 50% Maximale jaarlijkse toelage: 320.000 EUR	Percentage: 50% Maximale jaarlijkse toelage: 320.000 EUR	Percentage: 50% Maximale jaarlijkse toelage: 4.000 EUR
	Middelgrote onderneming	Percentage: 60% Maximale jaarlijkse toelage: € 320.000	Percentage: 60% Maximale jaarlijkse toelage: € 320.000	Percentage: 60% Maximale jaarlijkse toelage: € 320.000	Percentage: 60% Maximale jaarlijkse toelage: € 320.000	Percentage: 60% Maximale jaarlijkse toelage: 4000€
	Kleine onderneming	Percentage: 70% Maximale jaarlijkse toelage: € 320.000	Percentage: 70% Maximale jaarlijkse toelage: € 320.000	Percentage: 70% Maximale jaarlijkse toelage: € 320.000	Percentage: 70% Maximale jaarlijkse toelage: € 320.000	Percentage: 70% Maximale jaarlijkse toelage: 4.000 EUR
KMO die een intentieverklaring heeft ondertekend	Middelgrote onderneming	Percentage: 60% Maximale jaarlijkse toelage: € 320.000	Komt niet in aanmerking	Komt niet in aanmerking	Komt niet in aanmerking	Komt niet in aanmerking
	Kleine onderneming	Percentage: 70% Maximale jaarlijkse toelage: € 320.000	Komt niet in aanmerking	Komt niet in aanmerking	Komt niet in aanmerking	Komt niet in aanmerking

Art. 5. In hetzelfde besluit worden de bijlagen 10 en 11, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juni 2017, opgeheven.

Art. 6. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 maart 2019.

Voor de Regering:

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE